

## DÉCISION

DAE2024-311

**Décision DP2024- 105 – Décision approuvant la convention de mandat pour la réalisation des travaux de mise en conformité des installations privatives d'assainissement confiés à Grand Paris Grand Est à conclure avec Madame ou Monsieur BRANCO**

**VU** la loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République, et notamment son article 59,

**VU** le décret n°2015-1662 du 11 décembre 2015 relatif à la métropole du Grand Paris et fixant le périmètre de l'établissement public territorial dont le siège est à Noisy-le-Grand,

**VU** le code général des collectivités territoriales, et notamment son article L.5211-10,

**VU** la délibération n°CT2019/06/25-19 du Conseil de territoire en date du 25 juin 2019 portant approbation du protocole d'engagement sur le plan baignade,

**VU** la délibération n°CT2022/06/28-22 du Conseil de territoire en date du 28 juin 2022 approuvant les modèles de conventions de mandat annexés à la délibération et autorisant Monsieur le Président à accorder au Directeur Général des services une délégation de signature pour ces documents,

**VU** l'arrêté AR2023-001 portant délégation de signature au Directeur général des services pour conclure les conventions de mandat pour la réalisation des travaux de mise en conformité des installations privatives d'assainissement confiés à Grand Paris Grand Est par les particuliers,

### DECIDE

**Article 1 :** D'approuver la convention de mandat pour la réalisation des travaux de mise en conformité des installations privatives d'assainissement confiés à Grand Paris Grand Est par Madame ou Monsieur BRANCO, 2 avenue Emile Cossonneau-23 rue de la Haute Carrière à GAGNY.

**Article 2 :** D'approuver le financement de l'ouvrage décomposé comme suit :

Montant prévisionnel des travaux  ①	Montant prévisionnel de la subvention AESN  ②	Montant prévisionnel de la subvention SIAAP  ③	Participation financière prévisionnelle du Propriétaire  ① - ② - ③
7 340,16 € TTC	5 000,00 €	1 000,00 €	1 340,16 € TTC



Etant précisé que l'EPT subroge le propriétaire pour percevoir les subventions et que le propriétaire s'engage à verser à l'EPT une participation financière qui sera égale au montant indiqué dans la 4<sup>ème</sup> colonne du tableau ci-dessus, soit 1 340,16 € TTC.

**Article 3 :** De signer ladite convention et tout document qui y serait lié.

**Article 4 :** Un compte-rendu de la présente décision sera effectué lors du prochain Conseil de territoire.

**Article 5 :** Un exemplaire de la présente décision sera relié au registre des délibérations territoriales.

**Article 6 :** Ampliation de la présente décision sera transmise à :

- Monsieur le Préfet de Seine-Saint-Denis,
- Monsieur le Trésorier principal du Raincy,
- Monsieur le Directeur général des services.

Fait à Noisy-le-Grand, le 28 MARS 2024

Affiché-Notifié le 28 MARS 2024

*Le présent acte peut faire l'objet d'un recours, dans un délai de deux mois à compter de sa date de publication ou de notification, auprès du Tribunal Administratif de Montreuil sis 7, rue Catherine Puig à Montreuil (93558). Le tribunal administratif peut être saisi par l'application informatique Télérécourse accessible par le site Internet [www.telerecours.fr](http://www.telerecours.fr).*



Pour Le Président et  
par délégation,  
Le Directeur  
Général des  
Services,



Stéphane LE HO